

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
BP 199
59820 GRAVELINES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

BOZEL EUROPE SAS

route de l'écluse de mardyck
BP 181
59760 GRANDE SYNTHE

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\BOZEL EUROPE SAS_GRANDE-SYNTHE_070.03578\2_INSPECTION\2022\à signer\BOZEL EUROPE_GRANDE-SYNTHE_RAPVI_0007003578.odt
Code AIOT : 0007003578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement BOZEL EUROPE SAS implanté 2 rue François Noël Babeuf Parc d'activités des Repdyck 59760 GRANDE SYNTHE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOZEL EUROPE SAS
- 2 rue François Noël Babeuf, Parc d'activités des Repdyck 59760 GRANDE SYNTHE
- Code AIOT : 0007003578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société BOZEL EUROPE SAS (BOZEL dans la suite du rapport) fabrique des fils fourrés depuis mars 2004. Cette activité d'emballage spécifique consiste à introduire différents ferroalliages (en poudre) utilisés par les clients dans un tube métallique et à enrouler ce tube en bobine. Ces bobines sont ensuite utilisées en aciéries pour conférer certaines spécificités à l'acier.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- La visite d'inspection porte sur le registre déchet et des caractérisations réalisées sur le déchet qui a été la cause d'un incendie sur un centre de regroupement en 2021.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
2	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 5	/	Sans objet
4	Dispositions communes (Articles 10 à 17)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 13	/	Sans objet
5	suite inspection du 17 août 2021	Autre du 17/08/2021	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les déchets "poussières de balayage" sont désormais des déchets dangereux suite aux analyses réalisées. La filière d'élimination a été trouvée et les CAP établis. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le bordereau de suivi de déchets complété, après l'élimination des déchets liés à l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, tenue du registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation :- la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet ; le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'origine du déchet :- l'adresse de l'établissement ; l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet :- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; e) Concernant la destination du déchet :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
Constats : Le registre existe et est renseigné avec l'ensemble des informations demandées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, traçabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les producteurs ou détenteurs de déchets qui traitent des déchets au moyen d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation de ces déchets, y compris lorsque ces déchets cessent d'être des déchets en application de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, tiennent à jour un registre chronologique des produits et matières issus de ces opérations de valorisation et qui ne sont plus des déchets. Ce registre contient au moins, pour chaque type produits et matières sortants, les informations suivantes : a) Concernant la date d'utilisation sur site ou sortie du site :- la date d'utilisation sur le site, ou la date de l'expédition si le produit ou la matière n'est pas utilisé sur le site ; b) Concernant la nature et quantité :- la nature du produit ou de la matière issue de l'opération de valorisation ; - la quantité du produit ou de la matière issue de l'opération de valorisation en tonne ou en m3 ; c) Concernant l'opération de traitement :- le code du traitement qui a été effectué, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final qui a été effectué, vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée ; Pour les producteurs ou détenteurs qui traitent des déchets afin qu'ils cessent d'être des déchets conformément à l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ce registre contient également : a) Concernant la dénomination du déchet :- la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet traité au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; b) Concernant la date de l'opération de traitement :- la date du traitement du déchet ; - le cas échéant, la date de fin de traitement du lot de déchets devenant produits ou matières ; c) Concernant la destination des produits ou matières :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de la personne qui a pris possession de ces substances ou objets ayant cessé d'être des déchets ; d) Concernant l'acte administratif de sortie du statut de déchet :- la référence de l'acte administratif ayant fixé les critères de sortie du statut de déchet.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose bien d'un registre de déchet. Les déchets qui sont réutilisés par d'autres exploitants en tant que matière première secondaire sont bien intégrés au registre avec l'indication recyclage matière.</p> <p>L'ensemble des informations demandées sont bien renseignées dans le registre ou dans un onglet du registre et totalement disponible à la consultation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Dispositions communes (Articles 10 à 17)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, format du registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les registres spécifiés aux articles 1er à 9 du présent arrêté peuvent être contenus dans un document papier ou informatique.</p>
Constats : Le registre des déchets est informatisé, il a été développé en interne .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Autre du 17/08/2021
Thème(s) : Risques accidentels, suivi inspection précédente
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Identification du déchet qui a été la cause de l'incendie chez BAUDELET ECO-TRI en 2021 et nouvelle filière de traitement</p> <p>Constats : Les poussières de balayage qui ont été la cause de l'incendie ont été recaractérisées.</p> <p>Le code déchet est 16 03 03*.</p> <p>Les poussières de balayage standard sont classées déchets dangereux selon les critères suivants : HP 4 (irritant- irritation cutanée et lésions oculaires) - HP 12 (dégagement d'un gaz à toxicité aigüe) et HP 13 (sensibilisant) . Les test ont été envoyés à la DREAL dans le rapport référencé 22FER6-0235 version 2 du 18 mars 2022.</p> <p>Idem pour les poussières de balayage ayant causées l'incendie.</p> <p>Ces déchets ont été pris en charge par le groupe SECHE, site TREDI HOMBURG puis SECHE ECO INDUSTRIE à CHANGE (53810) en mise en décharge de classe 1. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le BSD complété par l'éliminateur final lors du traitement final du déchet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet